



Projet Mali centre pour la sécurité et le développement
Enquête de perception menée du 12 au 26 juin 2022

Gouvernance, développement et sécurité dans les régions de Bandiagara, Douentza, Mopti, San et Ségou

//// Restitution de l'enquête de terrain



SIPRI et POINT SUD
Financement Union européenne

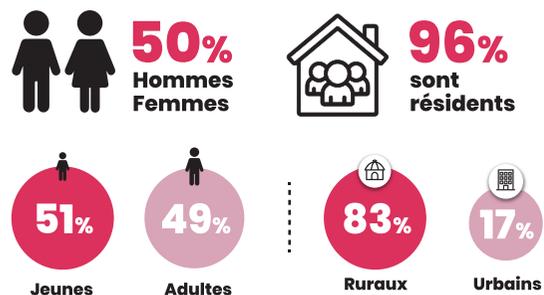


PROJET MALI CENTRE

Méthodologie

Dans le cadre d'un projet financé par la délégation de l'Union européenne, le SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 1800 ménages dans les régions du centre du Mali.

Depuis 2019, les données sont collectées tous les trois mois dans 15 cercles, 60 communes et 120 villages par un réseau de 30 facilitateurs et facilitatrices. La 11^{ème} enquête a été réalisée du 12 au 26 juin 2022.



Éducation

63% de l'échantillon est non alphabétisé et 19% a atteint le niveau fondamental 1^{er} cycle. 60% des enquêtés ont effectué leur scolarité à l'école fondamentale et 20% à l'école coranique.

Emploi / métiers

59% de l'échantillon est composé d'agriculteurs / maraîchers, 18% de ménagères et 8% de commerçants.

Localités d'enquête par cercle

/// Source : Décentralisation / cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur du Projet Mali centre, résultats de l'enquête Q11, 19/09/2022





**Au niveau national, la confiance dans les autorités de transition reste stable (74%).
La confiance dans le CNT est de 37%.**

La gouvernance



Présence des acteurs et institutions

La présence des autorités et agents de l'État varie avec le niveau d'insécurité

- Certaines autorités sont contraintes de résider hors de leur lieu de fonction pour des raisons de sécurité
- Les gouverneurs et préfets sont davantage présents sur le terrain que les sous-préfets
- Les personnels de l'éducation et de la santé sont majoritairement présents. Les cercles où l'éducation est la plus menacée sont ceux de Douentza, Ségou et Ténenkou.
- Les communautés considèrent la chefferie traditionnelle comme l'institution la plus importante, devant la mairie



Niveau de satisfaction

Plus l'insécurité est grande, plus l'insatisfaction envers les représentants de l'État est élevée et plus le sentiment d'abandon des populations – surtout rurales – est fort, **en particulier dans les cercles de Mopti, Ténenkou et Youwarou.**

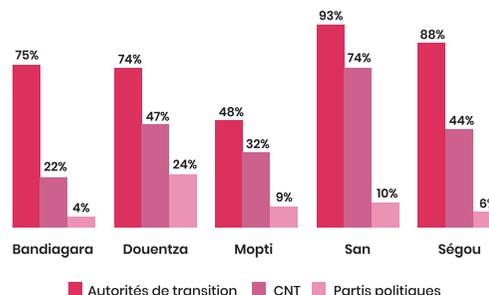
Les autorités traditionnelles et coutumières, chefs de village/quartier et chefs religieux assurent la gestion quotidienne des communautés.



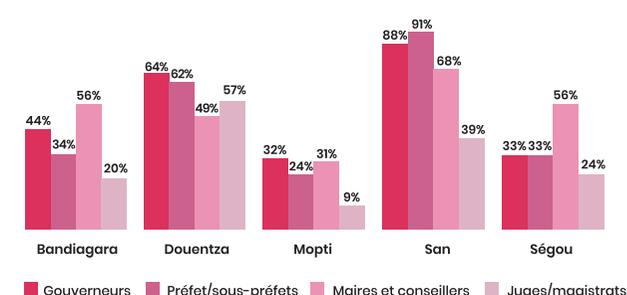
Niveau de confiance



Confiance accordée aux institutions politiques



Confiance accordée aux autorités locales



Accès aux services



- La satisfaction est généralement bonne, sauf pour l'électricité, disponible pour seulement 35 % des enquêtés et qui résident surtout en zone urbaine (98 % contre 23 % des enquêtés en zone rurale)
- La fermeture des écoles ou le manque d'enseignants contraignent les élèves à aller dans les villages voisins. Des enfants abandonnent à cause de la distance à parcourir.
- Le manque de pièces d'identité est une contrainte supplémentaire du fait du redéploiement des FAMa

et des contrôles plus fréquents. Les populations sont plus exposées au racket des FDS.

Les villes sont mieux pourvues en services tandis que les zones rurales paient le prix de l'insécurité avec des agents qui se déplacent de moins en moins sur le terrain.

Les services auxquels les populations ont le plus recours sont par ordre d'importance : le centre de santé, le point d'eau, la chefferie de village/quartier, l'école fondamentale et la mairie.



Justice

69% considèrent le système coutumier comme étant le plus impartial

19% le système religieux
10% le système étatique

La justice peut également être rendue par les dozos ou les groupes djihadistes.



En cas de conflit mineur ou de crime grave ou de conflit lié aux ressources naturelles, les populations se tournent en priorité vers le chef de quartier/village et les autorités traditionnelles.

Le développement

L'augmentation des prix des produits de première nécessité (lait, huile, sucre, riz et mil) et la cherté de la vie sont les aspects les plus rapportés au cours de cette enquête. Le manque de nourriture contraint les populations à ne manger qu'une fois par jour et « le riz est préparé sans ingrédients », les familles n'ayant plus les moyens d'acheter les condiments.

Les activités économiques



72%
des revenus des ménages provient de l'**agriculture**

- 8%** du **commerce**
- 3%** de l'**élevage**
- 3%** de l'**artisanat**
- 3%** de la **pêche**

// Agriculture

83% des ménages pratiquent l'agriculture comme activité principale ou annexe. La production suffit "partiellement" ou "pas du tout" à couvrir les besoins de la famille.



// **Principal problème rencontré au cours des trois derniers mois**

- Climat (sécheresse, inondation)
- Insécurité, conflit (dans la zone)
- Manque d'intrants
- Manque d'équipements

// Élevage

(76%) des ménages possèdent des animaux qu'ils soient résident, PDI, nomade ou migrant. Les populations des cercles de Tenenkou et Youwarou sont celles qui possèdent le moins d'animaux. Le bétail est de plus en plus vendu ou déplacé à Bamako ou dans la sous-région comme en Côte d'Ivoire.

// Pêche

La principale utilisation des produits de la pêche est la nourriture pour la famille.

Le manque de poisson est un problème majeur, ce qui entraîne une augmentation des prix.

C'est une activité très contrôlée par les djihadistes qui imposent dans certaines localités des heures de pêche et l'interdisent dans d'autres zones, en particulier celles proches de leurs bases.

// Commerce

La pratique du commerce se maintient mais elle est plus difficile dans les cercles où l'insécurité est la plus forte. Le mauvais état des routes est une contrainte importante. La RN 15, qui relie Sévaré au Burkina Faso en passant par Bankass et Koro, est toujours très dangereuse avec de nombreuses attaques. Les populations limitent leurs déplacements et les transports en commun, régulièrement attaqués.



// **Accès physique au marché**

- Facile
- Un peu difficile
- Très difficile

84% des ménages considèrent que leur source principale de revenus a été affectée par l'insécurité.



Les activités sociales

Baptêmes, mariages et funérailles continuent de rassembler les communautés. Plusieurs événements collectifs ont eu lieu au moment de l'enquête dont des mariages collectifs et le rite de la pêche collective Sanké Mò à San.

77% disent que les relations entre les membres de la famille se sont améliorées. Pour **68%** des répondants, les relations entre les membres d'une même communauté se sont aussi améliorées à l'exception du cercle de Niono. **47%** (**54%** en février 2022) des enquêtés rapportent que la confiance entre les membres d'autres communautés se sont améliorées mais elles se sont détériorées dans les cercles de Bankass et Niono. **50%** des ruraux disent que ces relations s'améliorent quand **43%** des urbains disent qu'elles se détériorent.

Négociations de pactes

La négociation de pactes entre les communautés, ou entre les communautés et des groupes armés se fait au détriment de l'État. Les conditions des pactes ne sont pas toujours respectées et les communes qui refusent de signer subissent des mesures de rétorsion.

La négociation de ces accords est une question de survie.



// **Confiance dans les membres de ma famille**



// **Confiance dans les membres de ma communauté**



// **Confiance dans les membres d'autres communautés**

- Améliorée
- N'a pas changé
- Détériorée



Éducation (6-18 ans) et santé

Près de la moitié des enquêtés disent scolariser « certains de leurs enfants » (**55%**) contre **13%** qui disent les scolariser tous et **9%** qui n'en scolarisent aucun. **Les filles et les garçons sont scolarisés dans les mêmes proportions.**

Les enfants continuent d'être vaccinés. En cas de maladie, le CSCOM ou le dispensaire sont privilégiés. Le mauvais état des routes est mentionné comme une contrainte dans l'accès aux soins, en particulier pour les femmes enceintes.

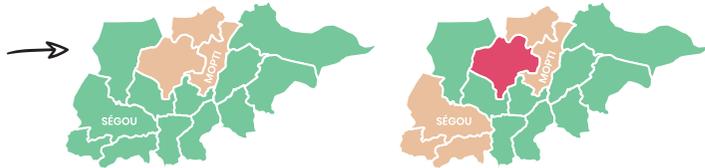
La sécurité

La vie quotidienne des populations du centre Mali est caractérisée par les braquages, les enlèvements d'agents, de commerçants, de jeunes hommes et du bétail.

Perception de la sécurité

// Situation sécuritaire au Mali

// Situation sécuritaire dans ma localité



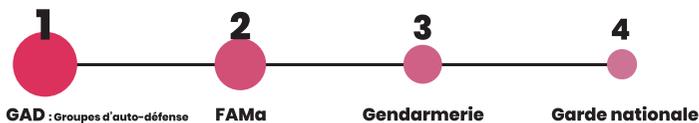
62% des enquêtés considèrent que la situation sécuritaire s'est améliorée au Mali. La perception est la même pour les hommes (81%) et femmes (75%), adultes (77%) et jeunes (80%).

- S'est améliorée
- N'a pas changé
- S'est détériorée

93% des enquêtés se disent « optimistes »

Le retentissement de l'attaque de Mourah (mars 2022) a été très fort dans les cercles de Djenné, Bankass et Mopti. Les éleveurs se rendaient à la foire de Mourah, ce qui a affecté la zone. Début juin 2022, les attaques perpétrées contre les civils dans le cercle de Bankass dans les villages de Diallassagou, Deguessagou et Dianweli ont entraîné le déplacement de populations rescapées.

Acteurs sécuritaires les plus présents



Les forces stationnent dans les chefs-lieux : les villes concentrent l'essentiel des forces que ce soit les FAMA, la garde nationale, la gendarmerie ou la police. Les groupes d'auto-défense assurent la sécurité dans les zones rurales.

Confiance envers les forces de sécurité

La confiance dans les forces de sécurité est très forte :

+ de **94%** envers la garde nationale, FAMA et gendarmerie

88% envers la police

64% envers les GAD

Seulement **38%** dit avoir confiance dans la MINUSMA et **5%** dans les groupes djihadistes.

La confiance est cependant plus faible dans les cercles où ils sont plus présents

Perception de l'insécurité

Une majorité considère que la garde nationale, les FAMA, la gendarmerie, la police, les GAD et la MINUSMA respectent les populations sans discrimination contre 6% pour les groupes armés djihadistes.

93% Des enquêtés jugent que les groupes djihadistes représentent une source d'insécurité

Les principales raisons :

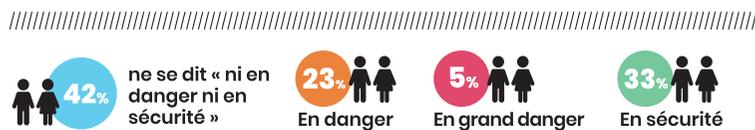
40% Pour les GAD

37% Pour la MINUSMA

12% Pour les forces de sécurité

- Cibles potentielles des groupes djihadistes (garde nationale, FAMA, gendarmerie)
- Corruption (police et gendarmerie)
- Comportement hors la loi (GAD et MINUSMA)
- Violence arbitraire (groupes djihadistes)

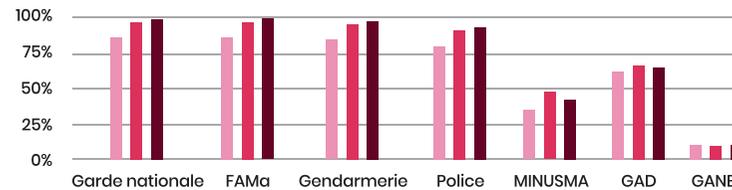
Le prix à payer pour la sécurité est souvent très élevé pour les villages qui doivent fournir aux dozos, hommes et matériels.



Comment évaluez-vous votre situation actuelle ?

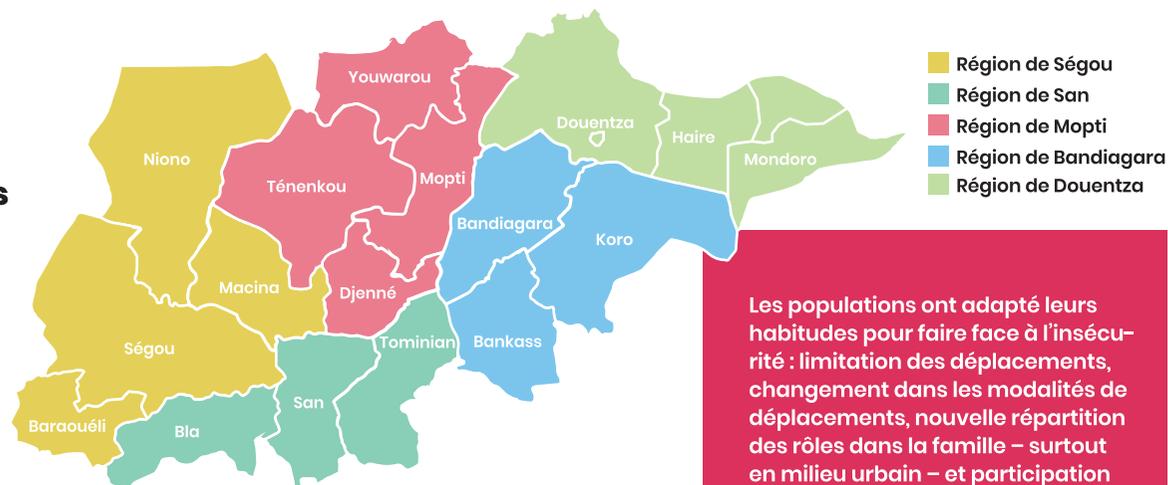


Confiance dans les acteurs sécuritaires



Les principales menaces pour les populations

- La pauvreté et le chômage → pour 98% des enquêtés
- L'insécurité alimentaire → pour 97%
- Les agressions physiques et vols avec violence → pour 46%
- La violence des groupes armés non étatiques → pour 43%
- les conflits agriculteurs/éleveurs → pour 41%



Les populations ont adapté leurs habitudes pour faire face à l'insécurité : limitation des déplacements, changement dans les modalités de déplacements, nouvelle répartition des rôles dans la famille – surtout en milieu urbain – et participation ou soutien à un GAD.



Conclusion

- **Conséquence des mauvaises récoltes de l'an dernier, de la période de soudure mais aussi de l'insécurité, les populations manquent de nourriture. L'accès aux champs est limité, les groupes armés empêchent les populations de circuler mais aussi les marchandises. Les délestages d'électricité, les pénuries d'eau, de carburant ont des conséquences sur de nombreux corps de métiers et donc sur les revenus des gens. L'augmentation des prix est inquiétante (produits de première nécessité, intrants agricoles, engrais, etc.). Les populations attendent de l'État des mesures pour limiter l'augmentation des prix.**
- **La persistance de l'insécurité n'a pas d'impact sur la confiance que les populations ont des autorités de transition mais elles en attendent toujours une amélioration de la situation.**
- **Les indicateurs se dégradent dans la région de Ségou et le fleuve est une frontière entre les zones sous contrôle étatique et celles contrôlées par les groupes djihadistes.**

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Stockholm International Peace Research Institute et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © – 2022 – Stockholm International Peace Research Institute. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

Pour toute information complémentaire : SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org